

**RÉPONSE DE LA FNCCR À LA CONSULTATION SUR UN  
PROJET DE DÉCISION FAVORISANT  
LE DÉPLOIEMENT DE LA FIBRE OPTIQUE  
JUSQU'À L'ABONNÉ FTTH EN ZONES MOINS DENSES**

*Dans sa réponse du 22 avril au questionnaire préliminaire diffusé le 30 mars par l'Arcep, la FNCCR avait insisté sur le rôle de coordination entre opérateurs et de contrôle local que les collectivités pourraient jouer en matière de déploiement de la fibre optique, par exemple dans le cadre de délégations de service public :*

*Les collectivités ont leur mot à dire, et leur intervention est incontournable à au moins trois titres :*

- (i) depuis la circulaire du Premier ministre du 31 juillet 2009 et la loi du 17 décembre 2009 relative à la lutte contre la fracture numérique, la desserte en très haut débit des territoires, quelle que soit leur densité, se place dans le cadre des schémas directeurs que ces collectivités ont la charge d'élaborer et d'en assurer le suivi ;*
- (ii) le rôle que les collectivités peuvent jouer pour coordonner le déploiement de la fibre optique, dans le cadre par exemple de délégations de service public ou de gestion en régie, résout d'emblée la plupart des difficultés de communications et de cohérence entre opérateurs qui sont énumérées dans le présent questionnaire et auxquelles il est demandé auxdits opérateurs de proposer des solutions ;*
- (iii) les collectivités, dans le cadre des DSP (ou de régies), exercent un contrôle local qui est le garant en permanence de la neutralité, de l'ouverture et de l'accès non discriminatoire des réseaux, et qui est le complément indispensable des actions que l'Arcep peut mener en ce domaine.*

*Sans y revenir, les commentaires ci-après visent à lever certaines ambiguïtés dans la rédaction du projet de décision.*

**Définition : notion d'immeuble bâti**

L'expression « immeuble bâti » est utilisée dans le projet de décision, mais sauf erreur ne semble pas y être définie. Elle mériterait pourtant d'être précisée.

Sur l'internet, nous en avons trouvé trois acceptions.

- L'une (site web-consulting.fr) oppose les immeubles bâtis aux constructions mobiles, emplacements de vente à l'intérieur d'un grand magasin, etc.
- Une autre (site ecobank.fr) oppose les immeubles bâtis aux immeubles sur plan ou en état de construction.
- Une dernière (même site que ci-dessus) enfin précise qu'il s'agit de bâtiments collectifs.

La première acception nous paraît aller de soi, dans le contexte du projet de décision.

Les deux suivantes en revanche pourraient poser problème.

D'une part un immeuble en construction ou même sur plan (si l'on connaît le nombre de logements qu'il comporte) est certainement à prendre en compte dans le dimensionnement du point de mutualisation.

D'autre part, autant les immeubles collectifs paraissent seuls visés dans la décision du 22 décembre 2009 relative aux zones très denses, autant il serait injustifié d'écarter les immeubles individuels dans une décision visant les zones autres que très denses.

Cette dernière remarque pourrait paraître anodine, il ne faudrait pas cependant que des opérateurs tirent argument d'un terme ambigu pour délaisser les zones pavillonnaires, nécessairement moins rentables. Une solution serait de préciser systématiquement : immeuble bâti individuel ou collectif.

**Désignation de l'opérateur d'immeuble**

L'article L. 33-6 du CPCE dispose que l'opérateur d'immeuble est désigné par le propriétaire (ou la copropriété) de l'immeuble. Le projet de décision indique que l'opérateur d'immeuble est commun à plusieurs immeubles.

Il conviendrait donc de préciser à la rubrique « Nécessité de dialogue entre les acteurs concernés » (page 19) que la commune – seule autorité reconnue par l'ensemble des propriétaires d'immeubles concernés – ou l'autorité en charge du projet local d'aménagement numérique (émanation du schéma directeur territorial) arbitrera si besoin la désignation en commun de l'opérateur d'immeuble.

**Mission de l'opérateur d'immeuble**

L'article L. 33-6 du CPCE dispose que l'opérateur d'immeuble établit les lignes à l'intérieur de l'immeuble, ce qui correspond à la partie verticale du réseau.

Le projet de décision n'évoque que l'établissement de la partie horizontale du réseau par l'opérateur d'immeuble.

Faut-il en déduire qu'il a été jugé inutile de traiter dans la décision de la partie verticale du réseau, qui est acquise et implicite, ou bien que la mission de l'opérateur d'immeuble a changé et ne concerne plus la partie verticale ?

Pour lever cette incertitude, il conviendrait, dans la rubrique « Complétude du déploiement » (page 16), d'inclure l'établissement de la partie verticale du réseau dans le « délai de déploiement, au plus trois à cinq ans » mentionné.

---

**RÉPONSE DE LA FNCCR AU QUESTIONNAIRE GRACO  
SUR LE DÉPLOIEMENT DE LA FIBRE OPTIQUE  
JUSQU'À L'ABONNÉ FTTH EN ZONES MOINS DENSES**

**Déclaration liminaire**

Ainsi qu'il a été relevé par certains représentants des collectivités lors de la réunion du GRACO le 15 avril 2010, le rôle éventuel des collectivités n'est pas évoqué dans ce questionnaire, qui semble ne concerner que les opérateurs.

Les collectivités ont néanmoins leur mot à dire, et leur intervention est incontournable à au moins trois titres :

- (i) depuis la circulaire du Premier ministre du 31 juillet 2009 et la loi du 17 décembre 2009 relative à la lutte contre la fracture numérique, la desserte en très haut débit des territoires, quelle que soit leur densité, se place dans le cadre des schémas directeurs que ces collectivités ont la charge d'élaborer et d'en assurer le suivi ;
- (ii) le rôle que les collectivités peuvent jouer pour coordonner le déploiement de la fibre optique, dans le cadre par exemple de délégations de service public ou de gestion en régie, résout d'emblée la plupart des difficultés de communications et de cohérence entre opérateurs qui sont énumérées dans le présent questionnaire et auxquelles il est demandé auxdits opérateurs de proposer des solutions ;
- (iii) les collectivités, dans le cadre des DSP (ou de régies), exercent un contrôle local qui est le garant en permanence de la neutralité, de l'ouverture et de l'accès non discriminatoire des réseaux, et qui est le complément indispensable des actions que l'Arcep peut mener en ce domaine.

Dans cette optique, il devient évident que quelques unes des réponses à ce questionnaire constituent en fait des clauses qui pourraient figurer dans un cahier des charges de DSP ou dans un règlement de service de régies. C'est pourquoi la FNCCR propose des réponses à celles des questions posées qui lui paraissent concerner plus particulièrement les collectivités et les DSP (dans une acception large, c'est-à-dire régies comprises). Elle se place dans l'hypothèse où l'opérateur de distribution serait le délégataire de la DSP attribuée par la collectivité.

**1. Partie préliminaire : définition et identification des différents rôles des opérateurs**

**a. Déploiement du réseau mutualisé**

**Question 1.** *Les acteurs sont invités à décrire les caractéristiques minimales du point de raccordement, en fonction de sa localisation (chambre, façade, borne, etc.).*

*Faut-il encadrer la localisation des points de raccordement ?*

**Réponse FNCCR**

Sauf exception, les points de raccordement sont situés sur la voirie publique. Il appartient à l'autorité délégante de rappeler au délégataire (i.e. l'opérateur de distribution) que la localisation des points de raccordement, en fonction de leurs caractéristiques, doit respecter les prescriptions locales édictées en vertu du code de l'urbanisme et du code de la voirie routière.

*Question 2. Faut-il imposer un délai raisonnable de raccordement des immeubles à la colonne rampante ? Un délai de trois mois semble-t-il raisonnable ?*

*Question 3. Quels engagements pourrait prendre l'opérateur de distribution s'agissant du délai de déploiement de la colonne rampante et d'installation des points de raccordement ?*

*Question 4. Quel processus vous semble le plus pertinent pour le raccordement des logements à la colonne rampante ? Qui devrait être chargé de cette opération ?*

**Réponse FNCCR**

Dans la mesure où la DSP impose à l'opérateur d'immeuble de prévoir le raccordement de la totalité des immeubles de la zone arrière du point de mutualisation, il paraît hasardeux de confier la réalisation effective de ce raccordement au bon vouloir de chaque opérateur d'immeuble. La DSP de

l'opérateur de distribution devrait donc inclure la réalisation par ce dernier du raccordement de chaque immeuble (liaison entre le pied d'immeuble et le point de raccordement).

*Question 5. Les acteurs sont invités à préciser s'ils considèrent que les principes régissant le raccordement palier en zones très denses sont applicables en zones moins denses ou s'il existe des différences liées à la typologie de l'habitat.*

*Question 6. Les acteurs sont invités à préciser les cas dans lesquels il n'y a pas d'opérateur d'immeuble et à proposer dans ces cas un processus de raccordement.*

## **b. Échange d'informations**

***Question 7.** Les acteurs sont invités à décrire les principes d'échanges d'informations qui permettraient de faire coexister un opérateur de distribution distinct d'un opérateur d'immeuble. Pourrait-on envisager un système de « guichet unique » pour l'opérateur commercial ? Si oui, quelles seraient les modalités d'échanges associées ? Vous semble-t-il opportun que l'opérateur de distribution informe les opérateurs appartenant à la liste tenue à jour par l'Autorité au titre de l'article R.9-2 du CPCE de la zone arrière de chacun de ses points de mutualisation ?*

### **Réponse FNCCR**

L'idée que l'opérateur de distribution puisse centraliser l'ensemble des informations sur les réseaux d'immeubles semble séduisante, mais peu réaliste. Outre les difficultés matérielles de mise à jour, on pourra craindre le refus de l'opérateur de distribution de prendre une quelconque responsabilité sur tout ce qui excède son périmètre d'intervention, la mésentente voire la rivalité entre opérateurs, le prétexte d'un prétendu secret commercial, et la volatilité des opérateurs qui fusionnent, se séparent, disparaissent, sans que la conservation des données d'exploitation soit garantie, bien loin de la stabilité d'un France Télécom.

Il serait donc prudent que le guichet unique tenu par l'opérateur de distribution se borne à fournir les informations sur sa colonne rampante (informations détenues en double par l'autorité déléguée de la DSP) et, pour le reste, tienne à jour et fournisse à la demande les coordonnées de chacun des opérateurs d'immeuble de la zone arrière de son point de mutualisation.

De même, chaque opérateur d'immeuble se limiterait à fournir les informations sur son réseau d'immeuble, y compris bien entendu son point de raccordement. Il pourrait être prévu, par prudence et pour prévenir une possible disparition de l'opérateur d'immeuble, que le propriétaire de l'immeuble (personne ou syndicat) soit détenteur d'un double, périodiquement remis à jour, de ce dossier technique d'immeuble, dans lequel seraient mentionnées les coordonnées du guichet unique susvisé. L'opérateur d'un nouvel immeuble n'aurait ainsi aucune difficulté à retrouver ce guichet unique.

## **2. Localisation du point de mutualisation et architecture**

### **a. Caractéristiques du point de mutualisation**

*Question 8. Les acteurs sont invités à commenter l'opportunité de définir des contraintes sur la taille du point de mutualisation en zones moins denses.*

*Le cas échéant, les acteurs pourront proposer des caractéristiques de taille pertinentes et apporter l'analyse correspondante. Comment prendre en compte l'évolution de l'habitat au fil du temps dans le dimensionnement du point de mutualisation ?*

*Question 9. Quels sont les critères pertinents sur la localisation du point de mutualisation afin de permettre l'accessibilité par plusieurs opérateurs ?*

*Les acteurs sont invités à détailler leur analyse en fonction de la nature des infrastructures utilisées pour le déploiement du réseau à proximité du point de mutualisation (fourreaux, déploiement en pleine terre, aérien, etc.).*

***Question 10.** Dans le cas d'un déploiement en aérien, les acteurs partagent-ils l'analyse de l'Autorité concernant la nécessité de remonter le point de mutualisation jusqu'à un point accessible depuis des infrastructures souterraines ?*

### **Réponse FNCCR**

Le déploiement en aérien sur des appuis dédiés à la fibre, appartenant par exemple à l'opérateur de distribution, ne semble pas soumis à quelque contrainte que ce soit.

La chose se complique s'il s'agit d'utiliser des appuis du réseau électrique aérien, dont la plupart sont voués à disparaître. L'incertitude ne portant que sur la date de leur disparition à l'occasion de travaux d'embellissement, de voirie, de réfection de réseaux divers, etc. dont la probabilité d'occurrence sera d'autant plus rapprochée que la longueur de réseau aérien occupé sera plus importante.

Il paraît donc opportun de privilégier, en aérien, la solution qui permettrait de remonter le moins possible le point de mutualisation.

**Question 11.** *Est-il nécessaire d'imposer à l'opérateur de distribution d'héberger des équipements actifs d'opérateurs tiers au point de mutualisation ? Quelles sont les contraintes liées à l'hébergement d'équipements actifs ? Quels seraient les critères permettant de juger qu'une telle demande est raisonnable ?*

**Réponse FNCCR**

S'agissant de zones moins denses, peu attractives pour les opérateurs tiers mais où l'on souhaite néanmoins qu'ils se fassent concurrence, il faut faire le maximum pour leur faciliter la venue et donc être prêt à accueillir leurs équipements actifs s'ils le souhaitent, les surcoûts correspondants supportés par l'opérateur de distribution ou son autorité déléguée étant récupérés via le prix de location des fibres.

**Question 12.** *Les acteurs sont invités à décrire les avantages et les inconvénients liés aux différents types d'hébergement du point de mutualisation, en distinguant notamment :*

- *les aspects techniques (solution industrialisable ?, possibilité d'héberger des équipements actifs ?) ;*
- *les aspects économiques (coût par prise) en fonction de la taille du point de mutualisation ;*
- *les aspects opérationnels (facilité d'intervention en exploitation ?) ;*

*Les acteurs pourront également indiquer les contraintes relatives à l'acceptabilité de chaque solution, vis-à-vis de son implantation locale.*

**b. Mono- ou multi-fibres ?**

**Question 13.** *Les acteurs sont invités à évaluer l'opportunité de l'installation de fibres dédiées en aval du point de mutualisation en zones moins denses. En outre, les acteurs pourront analyser le caractère raisonnable d'une telle demande de fibre dédiée dans le cadre des zones moins denses, en fonction de la taille et de la localisation du point de mutualisation plus en amont dans le réseau, en évaluant notamment les coûts engendrés par une telle architecture. De manière alternative, en fonction des caractéristiques locales, est-il envisageable et opportun de définir des critères locaux déterminant si une demande de fibre surnuméraire est raisonnable dans certains cas localement et pas dans d'autres (e.g. saturation de l'infrastructure de génie civil ou taille trop importante du point de mutualisation) ?*

**Réponse FNCCR**

Il semble peu raisonnable de vouloir définir *ab initio* la consistance définitive du fibrage et du point de mutualisation. Ne serait-il pas possible de poser simultanément dans les mêmes fourreaux des câbles actifs et des câbles en attente, peu onéreux car non raccordés – les premiers renseignant sur l'intégrité des seconds – et de ne prévoir au point de mutualisation que l'espace nécessaire à d'éventuelles extensions futures ?

**3. Modalités de co-investissement**

**a. Partage des coûts dans le cadre du co-investissement *ab initio***

**Question 14.** *Les acteurs sont invités à s'exprimer sur les schémas de partage des coûts qui leur paraissent pertinents en zones moins denses. Un partage des coûts au prorata du nombre de co-investisseurs est-il envisageable en zones moins denses ? Un partage des coûts selon une granularité plus fine serait-il plus pertinent dans ces zones ? Quel serait le mécanisme à retenir pour mettre en œuvre cette granularité plus fine ?*

**Réponse FNCCR**

Un partage de coûts au prorata du nombre de co-investisseurs paraît peu réaliste, car il supposerait que tous les co-investisseurs aient la même appétence pour la zone à desservir. Il est vraisemblable que chaque co-investisseur définira *a priori* le montant maximum de sa participation, et ce ne sera qu'ensuite que l'on recherchera une clé rendant compte le mieux possible du partage réel des coûts.

Une autre solution, la meilleure à notre avis, serait qu'un seul investisseur, le délégataire en titre, soit désigné pour financer et réaliser l'ensemble du réseau, les autres investisseurs en consortium avec le délégataire ayant alors le choix de participer à l'investissement initial, soit en capital, soit en versements périodiques auprès du délégataire.

**Question 15.** *Dans le cas où l'opérateur d'immeuble et l'opérateur de distribution sont différents, quels mécanismes de flux financiers sont à prévoir ?*

**Réponse FNCCR**

Il est vraisemblable que chaque opérateur commercial louera les fibres qu'il utilise, à la fois à l'opérateur de distribution et à l'opérateur d'immeuble. Les seuls flux financiers entre les deux derniers opérateurs se limiteraient alors à la compensation des coûts techniques.

**Question 16.** *Quel mécanisme vous semble le plus pertinent au regard des objectifs décrits ci-dessus ?*

**Réponse FNCCR**

Le coût des fibres non attribuées pourrait être :

- soit réparti entre les co-investisseurs (question 14) au prorata de leur apport au financement des colonnes rampantes ;
- soit répercuté sur le coût de location des fibres utilisées par les opérateurs commerciaux.

**Question 17.** *En fonction de ces schémas de partage des coûts, quels pourraient être les schémas de partage des revenus sur le marché de gros ? Faut-il prévoir des droits de suite lorsque l'un des co-investisseurs propose une offre de gros qui s'appuie sur le réseau mutualisé ?*

**Réponse FNCCR**

L'hypothèse énoncée paraît exclue si les co-investisseurs sont groupés en consortium au sein duquel ils seraient conjoints et solidaires. Une initiative telle que décrite serait nécessairement une initiative collective.

**b. Consultation préalable**

**Question 18.** *Quelles devraient être les modalités de cette consultation préalable (maille, délais, étapes) ?*

**Réponse FNCCR**

Quelles que soit le détail des modalités retenues en définitive, les délais devront s'inscrire dans l'échéancier mentionné par la DSP. Quant à la maille de consultation, une indication pourrait peut-être être fournie par l'origine géographique des réponses obtenues dans les procédures de création de la DSP.

**4. Cohérence des déploiements**

**Question 19.** *Les acteurs partagent-ils la nécessité de s'appuyer sur une maille géographique plus large pour assurer la cohérence dans le temps des déploiements entre les zones arrières des points de mutualisation ? Quelle serait la maille pertinente à prendre en compte au vu des modalités de déploiement des opérateurs ?*

**Réponse FNCCR**

La question posée fait ressortir l'imprudence qu'il y aurait à s'attendre à ce que les opérateurs se concertent pour aboutir à la couverture complète de la zone considérée.

La démarche qui semble s'imposer est une démarche normative par laquelle l'autorité en charge du schéma directeur d'aménagement numérique définit le découpage géographique du territoire à couvrir, promeut le recours à des DSP pour les fragments de territoire ainsi définis, et veille à ce que les DSP correspondantes portent sur la totalité de l'étendue de ces fragments de territoires.

**Question 20.** *Comment articuler le découpage territorial par des opérateurs avec les schémas directeurs ? Quelles seraient les étapes des échanges à prévoir entre les opérateurs et les collectivités pour la définition de ces découpages territoriaux ?*

**Réponse FNCCR**

Il ne saurait être question de laisser les opérateurs se déployer à leur guise, ce qui aboutirait à coup sûr à l'écroulement du paysage, et de ne confier aux schémas directeurs des collectivités que la finalité de boucher les trous.

Les schémas directeurs, établis à l'échelle du département, se déclineront localement en DSP dont le délégataire sera chargé de déployer le réseau de fibres, y compris sur la zone déjà desservies par les opérateurs déjà sur place. Ce nouveau réseau, bien loin de leur faire concurrence, leur permettra de s'étendre et de proposer de nouveaux services.

**5. Offre d'accès a posteriori**

**a. Structure**

**Question 21.** *Les acteurs sont invités à analyser les caractéristiques que devrait avoir l'offre a posteriori, notamment en vue de répondre aux objectifs décrits ci-dessus*

Question 22. *En zones moins denses, est-il opportun d'envisager une prime de risque différente de celle définie en zones très denses ?*

.